

LA PROPAGANDE DU KREMLIN A L'ÉPREUVE DE L'HISTOIRE ET DES FAITS¹

- Historienne, spécialiste de la Russie, maître de conférences à Paris IV–Sorbonne. Auteur, entre autres nombreuses publications, de : *Beria, le Janus du Kremlin*, Éditions du Cerf, 2013.

La propagande du Kremlin comprend moult poncifs qu'il est aisé de réfuter — à condition d'abandonner le prisme romantique à travers lequel de nombreux Français perçoivent la Russie. Ces illusions, même quand elles se nourrissent de thèmes apparemment inoffensifs comme celui de la « sainte Russie », peuvent se révéler lourdes de conséquences. Car dans le discours du Kremlin un mensonge en amène un autre, si bien que l'admiration pour la « spiritualité » russe peut déboucher sur la volonté de détruire l'Union européenne et d'entrer dans un « partenariat stratégique » avec Moscou. C'est donc tout l'édifice mensonger qu'il convient de démonter. Voici les principales affirmations diffusées par le régime de Vladimir Poutine et les arguments qui peuvent leur être opposés.

L'URSS s'est effondrée à cause d'un complot occidental

Rétablissons la vérité historique. Les Américains voulaient la fin de la guerre froide, mais non celle de l'URSS². Au contraire, le président Bush craignait que l'éclatement de l'URSS n'entraînent la prolifération nucléaire. Même la *Pravda* note en novembre 1989 : « Les hommes politiques occidentaux disent ouvertement que

¹ *Politique Internationale*, n° 155, printemps 2017, p. 145–157

² V. notamment le témoignage de l'ambassadeur américain en URSS à l'époque, Jack Matlock.
<http://globetrotter.berkeley.edu/conversations/Matlock/matlock-con4.html>

le développement de tendances séparatistes au sein de l'URSS, de même que la sortie de certains pays du Pacte de Varsovie, ne sont pas souhaitables. Cela ne peut manquer de refroidir l'ardeur de nos radicaux »³. Le 1^{er} août 1991, George Bush prononce, à Kiev, un discours resté célèbre dans lequel il met les Ukrainiens en garde contre un « nationalisme suicidaire » et leur explique qu'ils peuvent accéder à la liberté sans, pour autant, exiger l'indépendance. Son homologue français François Mitterrand se montre encore plus véhément. Le 30 octobre 1991, il déclare à Mikhaïl Gorbatchev : « La dislocation de l'URSS serait une catastrophe historique contraire à l'intérêt de la France »⁴. Et d'ajouter : « Jamais, en aucune circonstance, la France n'encouragera la dislocation de l'URSS. À l'époque de Staline cette position n'était pas facile. Mais même à l'époque de Staline, la France et l'URSS était des alliées »⁵.

L'Occident a humilié la Russie, il est responsable des dérives russes

C'est l'un des lieux communs de la propagande russe les plus ravageurs, activement encouragé par les plumitifs du Kremlin et leurs relais en France, un peu comme dans les années 1930 Hitler et ses diplomates ne cessaient de mettre en avant l'« humiliation du traité de Versailles » pour paralyser la volonté de résistance des puissances occidentales. Les Occidentaux auraient humilié la Russie en faisant tomber le communisme, en rapprochant l'Otan de ses frontières, en intervenant en Yougoslavie, en Irak, en Libye, etc. La Russie ne demande qu'une

3 *Pravda*, 16 novembre 1989.

4 [Les extraits de ces entretiens entre le président Mitterrand et Gorbatchev proviennent des Archives de la Fondation Gorbatchev.](#)

5 Archives de la Fondation Gorbatchev.

chose : qu'on « la respecte » et qu'on « prenne en compte ses intérêts nationaux ». Alors, tout ira bien. Les propagandistes du Kremlin encouragent les Occidentaux à s'imaginer que l'évolution russe est déterminée par des facteurs externes, qu'elle se produit en réaction à des pressions ou à des initiatives venant de l'extérieur. Or, lorsque l'on se penche sur les années 1990, on s'aperçoit que le glissement de la politique de Moscou vers le nationalisme néo-soviétique a commencé pratiquement dès le début de la période Eltsine, au printemps 1992, et *est dû à la dynamique politique interne*.

Dès mars 1993, bien avant l'intervention de l'Otan en Yougoslavie, Boris Eltsine exigeait que « les organisations internationales, y compris l'ONU, reconnaissent à la Russie des droits particuliers en tant que garante de la paix et de la stabilité sur le territoire de l'ex-URSS ». Le tort des Occidentaux est plutôt d'avoir accepté les prétentions de Moscou à dominer l'espace ex-soviétique au lieu de dire clairement, dès le début, que cette politique ne pouvait que conduire à l'impasse. Ces mêmes Occidentaux ont déployé de grands efforts afin de résoudre le conflit yougoslave de concert avec le Kremlin (on pense, par exemple, au groupe de contact créé en 1994 qui réunissait les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie pour mettre en place une solution concertée du conflit). N'oublions pas non plus le Partenariat pour la Paix que l'Otan a lancé en 1994 pour rapprocher les pays ex-communistes et l'Alliance — un Partenariat auquel la Russie a été invitée à se joindre. N'oublions pas, enfin, le Conseil Otan-Russie créé en mai 2002 dans le but d'associer Moscou aux décisions relatives à la sécurité européenne. Quant à l'administration Obama, elle mit deux ans à accepter l'envoi d'une brigade géorgienne en Afghanistan, de crainte d'offenser Moscou !⁶

Malgré les ménagements dont elle a fait l'objet, la Russie s'est constamment

6 <http://www.politico.eu/article/when-america-toes-moscow-line-vladimir-putin-barack-obama-donald-trump/>

posée en victime. Avec un succès certain : pendant des années, la diplomatie française a répété comme un mantra qu'il ne fallait pas « humilier la Russie ». Au nom de ce principe, cette dernière a bénéficié d'une indulgence exceptionnelle dont elle a usé et abusé. Quel autre pays au monde, en effet, peut se permettre de raser des villes, d'organiser des purifications ethniques (les 300 000 Géorgiens d'Abkhazie expulsés en 1992), de spolier les étrangers⁷, d'assassiner les opposants hors de ses frontières⁸, de harceler les diplomates étrangers, de menacer voire d'amputer ses voisins d'une portion de leur territoire, sans provoquer autre chose que de faibles protestations ? C'est plutôt le laxisme occidental devant les écarts russes qui a encouragé un comportement de plus en plus arrogant de la part du Kremlin. Qu'on se souvienne de l'entrevue de Heiligendamm entre Nicolas Sarkozy et Vladimir Poutine en 2007, lorsque le président russe répond à son homologue français évoquant les violations des droits de l'homme en Russie : « Si vous continuez de la sorte, je vous écrase. Si vous changez de ton, je vous fais roi de l'Europe »⁹. Est-ce vraiment le propos d'un homme qui sent son pays « humilié » par ses partenaires ?

La Russie s'est sentie menacée par l'élargissement de l'Otan

Rien n'est plus faux. L'élargissement de l'Otan a été mal vu à Moscou parce que l'adhésion à l'Alliance rend les pays limitrophes moins vulnérables au

7 Ce fut le cas de William Browder, qui dirigeait à Moscou le fonds d'investissement Hermitage Capital Management et qui dut quitter la Russie en novembre 2005. Browder a dénoncé une véritable tentative de spoliation visant sa société. Ce fut aussi le cas de TNK-BP, une co-entreprise anglo-russe dont le patron Robert Dudley, mis en cause par les actionnaires russes de la société, dut quitter précipitamment Moscou en 2008 après «des semaines d'intimidation personnelles», selon ses dires. TNK-BP a été rachetée par Rosneft en 2012.

<https://www.letemps.ch/node/385648/amphtml>

http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/07/03/les-mesaventures-du-petrolier-bp-en-russie_1065918_3234.html

8 C'est le cas du transfuge Alexandre Litvinenko, empoisonné au polonium à Londres en novembre 2006.

9 Nicolas Hénin, *La France russe*, Fayard 2016, pp. 112-114

chantage et à la subversion russes. En 1997, un commentateur russe écrit : « Nos médias, nos hommes politiques et presque tous nos militaires affirment que l'élargissement de l'Otan représente avant tout une menace pour la sécurité de la Russie. (...) Mais quels sont les véritables enjeux ? L'élargissement de l'Otan vers l'Est représente *moins une aggravation de la menace militaire pesant sur la Russie qu'un bouleversement radical de la structure géopolitique fondamentale de l'Europe* issue de la Seconde Guerre mondiale »¹⁰. À Moscou, l'Otan ne tarde d'ailleurs pas à être perçue « non comme un bloc militaire mais comme un club politique amorphe et mou » qui étale sa faiblesse en Afghanistan¹¹ et ailleurs.

Poutine a refait de la Russie une grande puissance

Commençons par l'économie. La Russie est, certes, un grand pays par l'étendue géographique, mais n'oublions pas que son poids économique est inférieur à celui de l'Italie. En 1991, l'économie russe représentait 8,4 % de l'économie américaine ; en 2015, ce ratio n'était plus que de 7,4 %¹² : voilà pour le bilan de la gestion de Vladimir Poutine. Les années 2000 se caractérisent, pour la Russie, par d'innombrables occasions manquées. Poutine a gaspillé la manne fabuleuse des pétrodollars, sans chercher à donner à la Russie des routes carrossables, des hôpitaux décents, des universités prestigieuses. En revanche, des sommes extravagantes ont été dépensées pour des projets de prestige tels les Jeux olympiques de Sotchi de 2014, qui ont coûté 45 milliards de dollars (dont, de l'avis général, une bonne partie fut détournée par les oligarques proches du Kremlin). Le régime a tout misé sur l'exploitation des hydrocarbures au lieu de tenter de

¹⁰ Genrikh Trofimenko, *Zavtra*, n° 4, janvier 1997

¹¹ Interview de D. Rogozine in : *Zavtra*, 20/08/08

¹² <http://www.gazeta.ru/business/2016/08/17/10136579.shtml>

diversifier l'économie du pays. Conséquence : la prospérité des premières années Poutine n'a pas survécu à la chute des prix du pétrole. En 2009, le PIB russe s'est contracté de 7,9 % et les revenus fiscaux ont baissé de 34,4 %. La crise a fait régresser l'économie à son niveau de 2005. Après un rebond rapide en 2010–2011, l'économie a connu depuis l'été 2012 un ralentissement structurel, amplifié depuis 2014 par la baisse du prix du pétrole et les sanctions internationales. En 2015, elle a enregistré une récession de 3,7 % qui s'est poursuivie en 2016. De 2013 à 2016, le PIB russe a chuté alors que les dépenses militaires sont passées de 2,2 trillions de roubles en 2013 à 3,8 trillions en 2016.¹³ La situation est jugée si grave que le gouvernement s'est résigné à amputer le budget militaire de 3,8 % en 2015, et de 5 % en 2016¹⁴. Précisons tout de suite que les coupes dans le budget militaire ont été de courte durée : début octobre 2016, on apprend que les dépenses militaires seront bientôt augmentées de 10 milliards de dollars... tandis que les dépenses sociales, elles, diminueront de 6 milliards de dollars. Qui plus est, un amendement au code budgétaire autoriserait le ministre des Finances à prélever 10 % du budget de l'État pour les redistribuer à la Défense ou à la Sécurité d'État¹⁵. Quant au budget de la santé publique, il sera amputé de 33 % en 2017¹⁶. Le régime se vante d'avoir amélioré la démographie de la Russie. Il est vrai que le nombre de décès dus à des causes accidentelles a baissé ; mais le nombre de morts naturelles reste impressionnant et le contraste entre les régions russes et musulmanes est saisissant : dans la région de Pskov, on a enregistré en 2016 un taux de 1 651,3 décès pour 100 000 habitants, alors qu'en Ingouchie ce taux était de 303,2¹⁷–

13 <http://www.kasparov.ru/material.php?id=58CD12B120D87>

14 <http://svpressa.ru/economy/article/156209/>

15 <https://themoscowtimes.com/news/russia-to-increase-military-spending-while-slashing-budget-55583>

16 <http://www.kasparov.ru/material.php?id=57FF76A02B1EF>

cette république se caractérise par une population jeune et peu touchée par l'alcoolisme.

La réforme de l'État que Vladimir Poutine a entreprise en 2000 n'est guère plus convaincante. Elle repose sur deux piliers : mise en place d'une « verticale du pouvoir » — c'est-à-dire d'une pyramide de fonctionnaires non responsables devant leurs administrés mais dociles à l'égard de leurs supérieurs hiérarchiques — et hypercentralisation. Son principal résultat a été de permettre à la bureaucratie moscovite de confisquer les flux financiers qui, auparavant, restaient aux provinces. Au fond, l'« État fort » mis en place par Poutine représente un perfectionnement du mécanisme de prédation des ressources de la Russie par le petit clan proche du Kremlin. Mais cet État souffre des mêmes faiblesses que l'URSS : hypertrophie du secteur de puissance (armée, police, sécurité d'Etat, complexe militaro-industriel) , dépenses d'armements extravagantes, disparité entre les provinces et la capitale, paupérisation de la population. Attention, toutefois : un État « désinstitutionnalisé », c'est-à-dire gouverné par des organismes informels créés ad hoc selon le caprice du chef, est, par nature, extraordinairement fragile et peut s'écrouler tel un château de cartes au moindre coup dur. À trois reprises (en février 1917, en octobre 1917 et en décembre 1991), l'État russe a été emporté moins par des révolutions que par l'incapacité de ses élites. La situation actuelle ne permet pas d'exclure une répétition de ce scénario, d'autant plus que le système poutinien est plus faible que le régime soviétique : le ciment idéologique est moins solide et la corruption qui le gangrène est beaucoup plus développée.

Poutine défend les intérêts nationaux de la Russie

Mal en point après 70 ans de communisme, la Russie avait avant tout besoin de bonnes relations avec les pays développés et avec ses voisins. Or Vladimir Poutine l'a brouillée avec le monde civilisé, tout à sa volonté de faire pièce à des ennemis imaginaires, de venger des offenses fictives, d'humilier des partenaires à l'origine pleins de bonne volonté. Poutine a cru restaurer la grandeur de la Russie en faisant de son pays une force de nuisance tous azimuts. Il a presque constamment pris des décisions contraires à l'intérêt national russe bien compris, en politique intérieure comme en politique extérieure. Il a poursuivi la ruineuse chimère de la restauration de l'empire soviétique, à laquelle il a sacrifié les relations de la Russie avec les pays limitrophes, avec l'Europe et avec les États-Unis. Il a aligné Moscou sur la Chine, le seul pays dangereux pour la Russie, autorisant cette dernière à détourner à son profit la production gazière et pétrolière d'Asie Centrale sur laquelle Moscou comptait pour renforcer son « énergocratie » en Europe, accordant aux Chinois une participation directe dans un gisement pétrolier lucratif en Sibérie (contrat Rosneft-CNPC d'octobre 2013), alors que le gouvernement russe a toujours voulu empêcher la participation majoritaire d'un investisseur étranger dans une société « stratégique » russe, offrant à la Chine depuis 2014 l'accès à des technologies militaires qu'elle lui refusait auparavant. Il a secondé l'industrie nucléaire de l'Iran pour faire la nique aux États-Unis. Afin d'éloigner le Turquie de l'Otan et de l'UE, il a encouragé les dérives nationalistes d'Erdogan par une assistance économique accrue (contrat gazier, construction d'une centrale nucléaire dans le Sud de la Turquie, encouragement aux échanges bilatéraux, sans voir qu'un jour la Russie pourrait aussi devenir la cible des visées turques (Ainsi la Turquie n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée). Il a cherché à déstabiliser l'UE en y enflammant les nationalismes et les irrédentismes, sans comprendre que, exposée à des voisins potentiellement prédateurs au Sud et à l'Est (Chine Turquie Iran), la Russie aurait tout intérêt à s'appuyer sur une Europe solide et prospère.

Enfin, il a engagé son pays dans deux guerres sans issue, en Ukraine et en Syrie).

Les Occidentaux s'en prennent à la Russie car elle est le principal obstacle à la globalisation

La propagande russe affirme que les Occidentaux s'en prennent à la Russie car elle est le principal obstacle à la globalisation, à un gouvernement occulte mondial.

Là encore, il ne faut pas confondre les slogans (« démocratie souveraine », « identité russe » etc...) et la réalité. Les élites russes, et surtout celles qui tiennent des discours ultrapatriotiques pour se conformer à l'air du temps, n'ont rien de plus urgent à faire que de cacher leur fortune et d'expédier leurs proches en Occident¹⁸ et d'acquérir des propriétés à Londres, Miami ou Nice ; et cela, pour se mettre à l'abri des appétits des favoris du Kremlin. Le système poutinien ne pourrait fonctionner sans cette « offshorisation » de l'élite qui résulte du non-respect des droits de propriété en Russie. Il est véritablement « hybride », le cercle dirigeant tirant pleinement profit de la globalisation tandis qu'il laisse le président infliger une coûteuse autarcie à la population russe sous couleur de « contre-sanctions »¹⁹.

Poutine est un rempart contre l'islam

C'est grâce à ce thème que la propagande russe a réussi ses plus belles percées. L'intervention de la Russie en Syrie aurait sauvé les chrétiens de Syrie

18 C'est le cas de l'oligarque patriotique orthodoxe Vladimir Yakounine dont les fils vivent en Angleterre et en Suisse. N'oublions pas de mentionner les deux filles de Vladimir Poutine qui vivent en Allemagne. La fille de Lavrov vit aux États-Unis. Cf <http://www.bolshoyvopros.ru/questions/1140750-pochemu-deti-oligarhov-i-rukovoditelej-strany-zhivut-za-granicej.html>

19 Il s'agit de l'embargo de 2014 sur les importations de denrées alimentaires provenant des pays ayant imposé des sanctions à la Russie après l'annexion de la Crimée et la déstabilisation du Donbass.

(en réalité, comme nous le verrons plus bas, il est prématuré de se prononcer sur ce point, car rien ne permet d'affirmer que la Russie sera en mesure d'imposer une paix durable dans la région) . La Russie serait un « partenaire incontournable » dans la lutte contre le terrorisme. Or, outre que celle-ci ne se montre pas plus capable d'éradiquer ce fléau chez elle que les gouvernements occidentaux, et qu'on serait mal avisé d'y prendre des leçons de lutte anti-terroriste car les interventions des forces spéciales russes se sont traduites par des centaines de morts parmi les otages²⁰, on oublie un peu trop vite que la doctrine eurasiatique qui inspire Vladimir Poutine affirme qu'il existe une affinité fondamentale entre l'orthodoxie et l'islam, les deux religions s'opposant au christianisme occidental.

En 2001, Alexandre Douguine, le théoricien de cette doctrine, appelait de ses vœux une « alliance islamo-russe » et conseillait à Moscou de « coordonner la stratégie des courants de l'islam orientés vers le chiisme, le soufisme, le fondamentalisme de type traditionnel, continental et anti-occidental »²¹. En 2012, Maxim Chevtchenko, membre du Conseil présidentiel et de la Chambre civique, jugeait indispensable une « alliance stratégique de l'islam et de l'orthodoxie dans la guerre contre l'Occident », soulignant qu'« il faut expliquer aux musulmans et aux orthodoxes qui est leur ennemi commun. Leur ennemi, c'est l'Occident libéral »²².

En septembre 2015, le président Poutine a inauguré à Moscou la plus grande mosquée d'Europe. À cette occasion, il n'a pas manqué de vanter les vertus

20 Ainsi lors de la prise d'otages du théâtre Doubrovka du 23 au 26 octobre 2002, les forces spéciales donnent l'assaut et tuent les terroristes, entraînant la mort de 130 otages intoxiqués par les gaz incapacitants employés par les forces spéciales. Lors de la prise d'otages de Beslan le 1er septembre 2004, l'intervention des forces spéciales cause la mort de 334 civils, dont 186 enfants.

21 <http://www.arcto.ru/article/606>

22 <http://www.galgai.com/forum/archive/index.php/t-707.html>

« humanistes » de l'islam²³. Les 26 et 27 septembre 2016, lors de la dixième session de la Commission russo-iranienne pour le dialogue entre orthodoxie et islam à Moscou, les participants ont rappelé leur rejet de toute « imposition de normes laïques et de types de comportements à même de susciter l'abandon de la morale traditionnelle ». Orthodoxes et musulmans ont mis l'accent sur « la communauté de valeurs sur le plan moral » que leurs deux pays partagent.

En Tchétchénie comme en Syrie, la tactique russe a été de liquider les nationalistes et les modernisateurs de manière qu'il ne reste, face au pouvoir, que les islamistes radicaux. Rappelons aussi que l'homme fort de Poutine en Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a instauré la charia dans cette république. En janvier 2015, c'est à Grozny qu'ont eu lieu les plus importantes manifestations « anti-Charlie » de toute la planète. Cette Tchétchénie radicalisée est aujourd'hui plus indépendante vis-à-vis de Moscou que ne l'étaient la Tchécoslovaquie ou la Hongrie à l'époque communiste²⁴, mais aux yeux de Poutine ce qui compte c'est que Kadyrov lui soit personnellement dévoué et lui rende d'utiles services en envoyant ses hommes en Ukraine, puis en Syrie, ou en infiltrant les milieux islamistes, au Moyen-Orient et en Europe²⁵. Au Daghestan voisin, la pratique de l'excision des petites filles existe et a été défendue par un imam local (que Poutine a décoré en mars dernier) qui a jugé qu'elle permettait « de calmer les femmes et d'éviter la débauche sur Terre ». Devant le scandale provoqué par ces déclarations, Vsevolod Tchapline, l'ancien porte-parole de l'Eglise orthodoxe russe, a volé au secours de l'imam, dénonçant « les

23 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/23/97001-20150923FILWWW00303-poutine-inaugure-la-nouvelle-grande-mosquee-de-moscou.php>

24 Cité in: Travin, Dmitri, *Putinskaïa Rossiïa : ot rassveta do otkata*, Sankt-Peterburg : Delo, 2008, p. 215

25 V. à ce propos les enquêtes réalisées en Allemagne :

<https://www.zdf.de/dokumentation/zdfzoom/zdfzoom-putins-kalter-krieg-100.html>

<https://www.zdf.de/politik/frontal-21/putins-geheimes-netzwerk-wie-russland-den-westen-spaltet-100.html>

glapissements féministes » et affirmant que les musulmans avaient le droit de « se conformer à leurs traditions »²⁶.

En un mot, l'islamisme ne gêne nullement le Kremlin pourvu qu'il soit anti-occidental. On le constate sur la scène internationale. Poutine, on l'a dit, affiche ses relations cordiales avec la Turquie d'un Erdogan en pleine dérive islamo-nationaliste. En septembre 2015, l'homme fort du Kremlin a eu une entrevue avec un chef taliban afin de discuter d'une coopération entre la Russie et ce mouvement afghan islamiste. Le président russe a ensuite discrètement rencontré le mollah Akhtar Mansur (le commandant des talibans jusqu'à son élimination en mai 2016) dans une base au Tadjikistan. Le but de Moscou est d'entraver l'action de l'Otan en Afghanistan et de saboter le gouvernement de Kaboul²⁷. Aujourd'hui, le Pentagone soupçonne même le régime russe d'approvisionner les talibans en armes²⁸.

Poutine représente les valeurs traditionnelles et la Russie incarne aujourd'hui la chrétienté

La réalité est tout autre. La pratique religieuse en Russie est aussi faible que chez nous, l'absence de culture religieuse y est tout aussi consternante. Certes, 74 % des Russes se disent orthodoxes, mais 61 % des orthodoxes russes n'ont jamais ouvert la Bible²⁹. Un tiers des Russes ne peuvent citer aucun des dix commandements.

26 <http://europe.newsweek.com/russian-orthodox-archpriest-opposes-ban-female-genital-mutilation-491394?rm=eu>

27 <http://geo-politica.info/pochemu-rossiya-podderzhivaet-afganskiy-taliban.html>

28 <https://ianews.ru/articles/96251/>

29 <https://rg.ru/2012/10/23/nasilie.html>

La référence à l'orthodoxie et aux valeurs traditionnelles est instrumentalisée par le Kremlin dans un pays qui détient des records en nombre de suicides, de divorces ou d'avortements. 54 % des enfants y sont élevés sans père.

L'invocation des « valeurs traditionnelles » aboutit à des pratiques obscurantistes. C'est ainsi que, sous la pression de l'Église orthodoxe, le Parlement russe a voté le 25 janvier 2017 une loi décriminalisant les violences domestiques. Or 12 à 14 000 femmes périssent chaque année en Russie des blessures infligées par leur conjoint, et 36 000 épouses sont battues chaque jour par leur mari. Près de 2 millions d'enfants subissent des violences dans leur famille, 2 000 se suicident chaque année pour échapper aux coups³⁰.

La Russie est un partenaire incontournable, il ne faut surtout pas revenir à la guerre froide

La Russie considère toute négociation comme une épreuve de force. Moscou ne cherche pas le compromis fondé sur un avantage mutuel, mais l'affaiblissement, l'humiliation voire la capitulation de son interlocuteur. Il n'y a pas de « rééquilibrage » possible avec ce régime : ce que demande le Kremlin, c'est un alignement. Le pouvoir de Vladimir Poutine n'a de bonnes relations qu'avec des vassaux. Chaque concession est perçue comme un aveu de faiblesse et sera suivie d'exigences croissantes. En outre, quel intérêt y a-t-il à conclure des accords avec le Kremlin quand celui-ci ne respecte un engagement que lorsqu'il y trouve un avantage (v. par exemple le memorandum de Budapest de 1994 par lequel l'Ukraine obtenait de la Russie, des États-Unis et du Royaume-Uni, des garanties pour sa sécurité, son indépendance et son intégrité territoriale en échange de son adhésion au traité de non prolifération nucléaire; ou le

30 <http://www.pravda.ru/accidents/factor/crime/22-01-2014/1188921-debosh-0/>

traité de Washington de décembre 1987 interdisant les forces nucléaires à portée intermédiaire que la Russie vient de violer en déployant des missiles de croisière de la SSC-8 sur deux sites³¹).

La guerre froide a commencé quand les Occidentaux se sont mis à faire obstacle aux ambitions expansionnistes de Staline : autrement dit, quand ils ont cessé de céder. Donner une connotation négative à la guerre froide — grâce à laquelle l'Europe occidentale a conservé sa liberté — a été une grande victoire de la propagande russe.

Poutine obtient des résultats

C'est vrai... mais on a aussi pu dire cela d'Hitler ou de Mussolini. Une politique de subversion de l'ordre international est beaucoup plus facile à mener qu'une diplomatie classique recherchant la conciliation des intérêts et la résolution des conflits. La politique de Poutine en Syrie a beaucoup d'admirateurs chez nous. Mais, là encore, n'oublions pas qu'il est facile de bombarder et de gagner la première manche de la guerre en maintenant Bachar el Assad au pouvoir. Les Américains en ont fait l'expérience en Irak. C'est à la mise en place d'un état de paix durable que l'on pourra juger du succès de l'action russe. Or, pour l'instant, la diplomatie de Moscou n'a guère progressé dans cette direction. Elle est tiraillée entre les ambitions contradictoires de ses alliés turcs et syriens. Il est fort douteux qu'elle parvienne à de meilleurs résultats dans cette région que les Occidentaux si décriés. Surtout, Poutine a profité de la faiblesse des Occidentaux pour se donner une image d'homme fort. Devant des interlocuteurs coriaces comme les Chinois il adopte un profil bas.

Poutine a rendu aux Russes leur fierté

31 <https://www.nytimes.com/2017/02/14/world/europe/russia-cruise-missile-arms-control-treaty.html>

Si le régime a su conserver une certaine stabilité à ce jour, c'est en bonne partie parce qu'il a su, à l'occasion, satisfaire la vanité nationale de la population. Il n'en demeure pas moins qu'un nombre croissant de Russes trouvent la facture à payer trop élevée. Rien qu'en 2013, 186 382 citoyens ont fui leur pays ; de janvier à août 2014, à l'apogée de l'exaltation patriotique liée à l'annexion de la Crimée, 203 659 Russes ont voté avec leurs pieds ; en 2015, ce nombre est passé à 350 000³². On le voit : le régime se débarrasse des élites qu'il ne parvient pas à acheter ou à abrutir de propagande chauvine.

Le peuple russe aime son leader national

On sait ce que vaut la popularité d'un dictateur. Poutine sait à quoi s'en tenir, lui qui a créé en 2016 une garde nationale de 340 000 hommes, dont il a confié le commandement à Viktor Zolotov, le chef de sa garde personnelle. La situation actuelle diffère de celle de 2011–2012, lorsque de nombreux Moscovites sont descendus dans la rue pour réclamer « une Russie sans Poutine ». Car aujourd'hui à la fronde des citoyens s'ajoutent des troubles sociaux, liés notamment aux retards de paiement des salaires. Les manifestations du 26 mars dernier, organisées dans toute la Russie, révèlent un mécontentement général — un mécontentement qui ne prend pas seulement pour cible la corruption de Dmitri Medvedev dénoncée dans une vidéo de Navalny, l'un des chefs de l'opposition, regardée par 15 millions de Russes, mais aussi celle de Poutine lui-même. Dans de nombreuses villes, on scandait « Poutine est un voleur ». Aujourd'hui, la Russie réunit toutes les conditions qui ont entraîné les « révolutions de couleur » : révolte populaire devant la corruption généralisée, scission des élites au sommet qui rend possible des manifestations coordonnées et des fuites mettant en cause

³² <https://www.gazeta.ru/business/2014/10/30/6282685.shtml>
<http://theins.ru/obshchestvo/25846>

les dignitaires du Kremlin.

En guise de conclusion...

On le voit : il suffit de confronter les allégations de la propagande du Kremlin à la réalité pour que celles-ci se dissipent. Au moment où la Russie semble entrer dans une période de turbulences, il est plus important que jamais que les affabulations de ses dirigeants ne soient pas constamment reprises et amplifiées en Occident. Le mot d'ordre de Soljenitsyne, « refuser le mensonge », reste d'actualité, à l'Ouest comme en Russie.